

Comité National Français de Géographie

Compte rendu de la réunion du Conseil

du 5 mai 2001

tenue dans le petit amphithéâtre de l'Institut de Géographie à Paris



Liste des présents : ARNOULD Paul, AUPHAN Etienne ,BART François ,BASTIE Jean, BONVALLOT Jacques, BOYER Jean-Claude, BURAC Maurice, CARRE François, DACHARRY Monique, FUMEY Gilles, HOLZ Jean-Marc, HUGONIE Gérard (pour l'AGF), HUETZ de LEMPS Alain, HUMBERT André, JOLY Gérard , LACOSTE Yves, LEMARTINEL Bertrand, MARCONIS Robert, MIOSSEC Alain , POURTIER Roland, ROUDIE Philippe, SOUMAGNE Jean, VARLET Jean, VEYRET-MEKDJIAN Yvette.

Le président Alain MIOSSEC remercie les collègues présents venus très nombreux malgré la fixation tardive de la date de réunion.

Il présente les excuses des membres absents : BAUELLE Guy, CHALINE Claude, DOREL Gérard, METTON Alain, PITTE Jean-Robert, SANGUIN André-Louis et SIGNOLES Pierre.

Il rappelle que, suite à une demande formulée par l'UGI, notre collègue Jean-Marc HOLZ a proposé, au nom du CNFG, un projet de recherches associant de nombreuses équipes françaises et étrangères (Perpignan, Besançon, Bordeaux, Paris 4, Montpellier, Toulouse, Limoges, Amiens, Lyon 2 / Montréal, Shanghai, Sydney, Neuchâtel et Genève, Barcelone et le CIO à Lausanne. Il est intitulé " Méga cités et compétition olympique : acteurs, stratégies et gouvernance d'un urbanisme olympique dans une économie mondialisée. " Il a reçu un accueil favorable de l'UGI et un appui de l'Académie des Sciences en la personne de son secrétaire perpétuel Jean DERCOURT.

La principale question à l'ordre du jour concerne les nouveaux programmes de Première d'histoire et de géographie. Alain MIOSSEC rappelle que cette question est bien du ressort du CNFG. Robert MARCONIS présente une analyse critique du projet, appuyée sur divers documents. Il retrace l'historique de cette nouvelle mouture, du rôle et des travaux des principales structures : Conseil National des Programmes (CNP), Groupe Technique Disciplinaire (GTD), groupe d'experts et

Inspection Générale (IG). Le projet actuel de programmes, passé le cap d'une satisfaction immédiate liée à une lecture rapide, apparaît au CNFG comme **particulièrement inquiétant**.

Découpé en 5 séquences, liées aux alternances de périodes d'enseignement et de vacances scolaires, il donne l'apparence d'une articulation soit disant équilibrée sur le plan des contenus et des horaires entre histoire et géographie, ce qui semble séduisant de prime abord.

En fait, une lecture plus attentive de ces programmes fait ressortir une énorme contradiction entre des intentions de bon aloi et des décisions d'une extrême menace pour notre discipline.

Tous les intervenants (J.M. HOLZ, P. ROUDIE, F. BART, G. HUGONIE, G. FUMEY, Y. LACOSTE, E. AUPHAN, J. BASTIE, P. ARNOULD, A. HUMBERT, J. VARLET, J. SOUMAGNE, M. BURAC, A. HUETZ, A. MIOSSEC) soulignent l'accumulation de propositions " aberrantes " d'un document multipliant les incohérences et donnant de la géographie une image surannée et subordonnée à un simple rôle de " béquille " ou de cadre de vie pour l'histoire. Cette " paléogéographie ", complètement dépassée, juxtapose charcutage des questions géographiques et déterminisme simpliste. Pourtant, l'articulation de l'histoire et de la géographie est défendue par la plupart des membres du CNFG. Hélas, elle se trouve réduite dans ce programme à un assemblage artificiel, à un saucissonnage chronologique inquiétant et pêche par une absence flagrante des réalités géographiques actuelles (le programme s'arrête en 1939). Comment, dans ces conditions, traiter de façon construite et cohérente de la France, de l'Europe et du monde ? Que peut bien signifier en géographie l'étude d'une région industrielle, née au 19^{ème} siècle, que l'on abandonne à son sort à la veille de la seconde guerre mondiale (*Séquence 2*) ? Comment présenter une capitale européenne et la mondialisation (*Séquence 3*) alors que ces sujets sont corsetés dans des limites chronologiques (1851-1939) qui aboutissent à une vision tronquée des structures et des dynamiques régionales et urbaines actuelles ? L'absence de l'Allemagne dans les grands pays à étudier, et la présence épisodique des Etats-Unis, qui n'apparaissent qu' " à la faveur " des deux guerres mondiales alors que tous deux jouent un rôle essentiel dans toutes les questions géopolitiques de l'Europe contemporaine (*abordées seulement dans la séquence 5 des dits programmes*)

La dernière partie de géopolitique apparaît tout à fait caricaturale. Les acquis de ce thème de recherche, particulièrement fécond en France depuis plusieurs décennies, sont réduits à une simple typologie de l'adhésion des pays européens à la CEE puis à l'UE.

Une pseudo information des professeurs du second degré, organisée dans la précipitation et l'urgence durant les vacances de Pâques, et une impossible prise en compte de leur avis dans un laps de temps trop court, passant en outre par le filtre de l'Inspection Générale, qui est dans cette affaire à la fois juge et partie, ne constitue qu'un simulacre de débat.

L'impression d'ensemble d'une " **géographie-alibi** ", à laquelle on concède des miettes de contenu, " d'apparentes cerises sur le gâteau historique " (une vieille région et une capitale) est celle d'une marginalisation et d'une disqualification de la géographie moderne.

Ces diverses prises de position ne correspondent pas à des attitudes frileuses et passéistes de géographes complexés et crispés sur des positions acquises. Elles manifestent au contraire une volonté unanime de faire reconnaître les apports d'une discipline majeure pour une formation citoyenne, permettant de mieux comprendre les grandes questions actuelles d'environnement et d'aménagement.

Le CNG, après lecture d'une proposition de pétition formulée par l'APHG décide de signer ce document amendé (cf. texte joint.). Il demande également à tous ses membres de réagir vigoureusement à titre personnel ou au nom des structures auxquelles ils appartiennent auprès de :

- Monsieur le Ministre

110, rue de Grenelle.

75007 PARIS

et

- Monsieur Jean-Paul de Gaudemar

Directeur de la DESCO

107, rue de Grenelle

75007 PARIS

de même que

- Monsieur Luc Ferry

Président de la CNP

61, rue Dutot

75015 PARIS

avec copie des lettres de protestation au Comité National de Géographie.

L'argumentaire de ces réactions devra insister sur la place squelettique, dérisoire, pour ne pas dire ridicule qui est faite à la géographie dans ce nouveau programme. Les collègues pourront également faire remarquer que ce programme disqualifie complètement le programme précédent qui donnait satisfaction à une grande partie des enseignants ; un toilettage aurait suffi mais la réformite aiguë frappe encore...

Sans reprendre l'équivalent du slogan, paru dans le *Canard Enchaîné*, qui avait fait capoter une précédente réforme, tout aussi précipitée et caricaturale, " De Gaulle en option !!! ", peut-on poser une question encore plus grave " Veut-on des citoyens sans repères spatiaux ? ". ou " La France en option après les régions ? "

Le CNG demande également à tous ses membres d'intervenir auprès des hommes politiques et des élus locaux qui sont des producteurs et des consommateurs de connaissances géographiques.

Ce passage à la trappe de la géographie actuelle est d'autant plus étonnant que partout se manifeste une réflexion forte et novatrice sur les territoires, les acteurs, les grands et les petits aménagements (TGV, autoroutes, barrages, destruction des haies ...) et les questions d'environnement (régions plus ou moins soumises aux inondations, tempêtes, incendies, avalanches ...).

Vouloir aborder la totalité de ces questions en 10 heures relève plus du gadget que d'une réflexion sérieuse.

Après ce long débat, le CNFG a abordé la question du FIG de Saint-Dié et des Journées Géographiques.

Les excursions seront organisées le mercredi 3 octobre par nos collègues de Nancy (J.P. HUSSON et

A. WEISROCK) et de Strasbourg (L. PIERMAY et al...)

Le matin du jeudi 4/10 sera consacré à l'AG du CNFG. L'après-midi se tiendra le colloque du CNFG, sur le thème : "*Quelle géographie de l'Europe enseignée (enseigner) en Europe aujourd'hui ?*" Le jeu sur le participe passé et l'infinitif invite à réfléchir d'une part sur l'état des lieux et le bilan historique des diverses expériences d'enseignement de l'Europe dans les pays européens et d'autre part à s'interroger sur les nouvelles façons de traiter de l'Europe en dépassant les typologies stéréotypées imposées par les documents officiels pour adopter des démarches innovantes d'enseignement.

Par ailleurs, le président A. MIOSSEC fait part de son désir de réunir hors Journées Géographiques, tous les présidents et secrétaires de commissions.

Robert MARCONIS souhaite également que tous les directeurs de Départements de Géographie soient rassemblés pour échanger des informations sur leurs pratiques, leurs difficultés, leurs réussites ...

Etienne AUPHAN formule un vœu du même ordre pour un débat pour tous les responsables d'écoles doctorales et de DEA de géographie

.

Les propositions de création d'une commission viti-vinicole et une autre du paysage sont repoussées par le CNFG qui souhaite que se constituent sur ces thématiques transversales des groupes de travail.

Jean SOUMAGNE dresse un rapide bilan des adhérents : 264 sont à jour de leurs cotisations.

Gérard JOLY fournit des statistiques sur le profil des adhérents et leur choix d'appartenance à des commissions .

Le président Alain MIOSSEC sollicite les géographes tropicalistes du CNFG (J. BONVALLOT ? F. BART, et R. POURTIER) pour activer la préparation d'un volume de Mélanges sur la géographie française en Afrique, à publier dans *Historiens Géographes* pour le congrès régional de l'UGI de Durban

A 13 heures, le Président MIOSSEC lève la séance.

Le secrétaire général : Paul ARNOULD Le président : Alain MIOSSEC

MOTION

Le Comité National Français de Géographie s'inquiète vivement de la conception des projets de nouveaux programmes d'histoire et géographie pour les classes de première des lycées.

Il refuse la marginalisation de la géographie dans ces programmes

◆ Il dénonce:

* La fusion artificielle **de l'histoire et de la géographie**. La réflexion géographique s'organise à partir des réalités du présent, ce qui rend **anachronique et incohérente** la volonté de la soumettre aux exigences spécifiques d'un programme d'histoire qui commence au milieu du XIX^{ème} siècle et s'arrête à la veille de la Seconde guerre mondiale.

Ce parti pris a pour conséquence l'élaboration d'un seul programme d'histoire-géographie qui ne permet pas à la géographie de développer ses problématiques propres et ses démarches spécifiques. Elle devient un simple "cadre" pour l'histoire, qui constitue le cœur du programme, ce qui renvoie à une tradition depuis longtemps dépassée.

Présentées comme relevant de la géographie, certaines études thématiques (une région d'industrialisation ancienne, une capitale européenne) s'intercalent dans des chapitres d'histoire aux bornes chronologiques bien définies (18' -1939), qu'elles viennent illustrer ou introduire ; **elles ne peuvent être traitées selon une démarche logique du raisonnement géographique**.

Un programme de géographie souvent mis en œuvre par des enseignants qui ne sont pas forcément des spécialistes de la discipline se doit d'être clair et précis ; il doit afficher de la manière la plus lisible possible ses objectifs et sa logique. Ce n'est pas le cas dans le programme proposé.

* **la faible place accordée à la géographie de la France** (environ 10 heures). Envisagée de manière partielle, sans prendre en compte toutes ses composantes économiques et géopolitiques, cette étude ne dépassera pas le simple constat, le catalogue dépourvu de toute problématique et de toute analyse sérieuse.

* **l'importance accordée à la géopolitique de l'Europe** en fin de programme ne peut faire illusion. Venant après des chapitres d'histoire ne dépassant pas 1939, **cette "géopolitique" sera nécessairement une étude historique** des bouleversements géopolitiques de l'Europe contemporaine depuis la Seconde guerre mondiale. Elle ne pourra intégrer sérieusement les problématiques et les méthodologies spécifiques d'une étude géopolitique, se fondant sur les acquis récents des recherches menées sur ces questions par les géographes, tant en France qu'à l'étranger. Placée ainsi dans le programme, cette étude "géopolitique" de l'Europe, est d'autant plus incohérente, qu'elle semble exclure la dimension géopolitique des problèmes concernant la géographie de la France (systèmes productifs, réseaux de communication...), qui doivent être traités... en début d'année, dans la première séquence !

◆ Le Comité National Français de Géographie demande avec vigueur le **maintien de deux programmes distincts**, un de géographie et un d'histoire permettant à chacune des disciplines de développer ses spécificités, qu'il s'agisse de contenus ou de méthodes, sans exclure les passerelles quand elles se justifient au plan scientifique et pédagogique, comme ce fut constamment le cas dans le système éducatif français depuis plus d'un siècle.

◆ Il demande que **la géographie de la France soit traitée dans sa globalité en classe de première** et constitue un point fort du programme, ce qui n'exclut pas une réflexion plus large sur la place de la France en Europe et dans le monde.

◆ Il refuse l'existence de deux programmes distincts pour les séries L et ES d'une part, S d'autre part, qui serait la conséquence d'une réduction d'horaires dans les séries scientifiques. Les élèves de la série S, comme leurs camarades de L et ES, doivent disposer d'une culture commune forte tant en histoire qu'en géographie, fondement essentiel de leur formation de citoyen.